

Organisateur de l'activité

- **Nom**

GIL

- **Prénom**

Jean-Daniel

- **Raison sociale**

CCI Seine-Saint-Denis

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**

Forum citoyen des chefs d'entreprise de la région Ile-de-France

- **Description de l'activité**

Durant près de 2 heures, une animatrice a créé un cadre d'échanges afin de permettre à des chefs d'entreprise de faire émerger leurs propositions concrètes pour l'Europe. A cet effet, 2 thèmes d'échange ont été proposés : « garantir des conditions de concurrence loyales en Europe ; développer sans entraves vos échanges commerciaux en Europe et dans le monde ». 2 invités à la tribune, la Présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie Seine-Saint-Denis et le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Val-d'Oise, ont pu évoquer leurs expériences et leurs attentes d'une Europe encline à répondre aux besoins des chefs d'entreprise. Un spécialiste des questions européennes de la CCI Paris Île-de-France est intervenu régulièrement pour apporter des éclairages sur des points peu ou mal connus et a joué également le rôle de « fact checker ».

- **Date et heure**

9 juillet de 18h00 à 19h45

- **Lieu**

Locaux de la Direction des Archives du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - 3
Rue Suzanne Masson, 93120 La Courneuve

- **Nombre de participants**

52

- **Catégories de publics présents**

Des chefs d'entreprise de la région Île-de-France, résidents dans leur immense majorité du département de Seine-Saint-Denis.

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**

Natacha Fellous, Modératrice, journaliste d'entreprise.

Arnaud Magnier, Secrétaire général des consultations citoyennes sur l'Europe.

Danielle Dubrac, Présidente de la CCI Seine-Saint-Denis.

Pierre Kuchly, Président de la CCI Val D'Oise.

Bernard Cottin, Responsable Affaires européennes de la Chambre de commerce et d'industrie Paris Île-de-France.

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**

Formation et éducation, ERASMUS, prérogatives et rôles des institutions européennes, salaires (notamment minimaux), charges et conditions de travail, détachement des travailleurs, cadre réglementaire (autorisations, certificats, etc.), protection sociale et sanitaire des salariés, temps de travail et de repos, conditions d'exercice de certaines professions, etc. Dumping social et fiscal, libre-circulation au sein du Marché intérieur, commerce électronique, normes, contrôle des marchandises importées en provenance des pays tiers, lutte contre la contrefaçon, protectionnisme et entraves aux échanges, barrières tarifaires, conséquences du Brexit, etc... L'Euro, le statut juridique des entreprises européennes, les contributions budgétaires des états membres, la politique économique européenne, les budgets R&D des états membres et la politique d'innovation de l'Union européenne.

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Problèmes soulevés :

- dumping social et fiscal (absence de salaire minimum)
- concurrence déloyale entre états membres
- manque d'unité des états membres dans le cadre de leurs négociations avec des tiers
- budgets de R&D sous-évalués pour les technologies innovantes et d'avenir
- absence de volonté d'intensifier dès le plus jeune âge la pratique des langues étrangères
- Europe économique et pas assez politique

- absence d'harmonisation au niveau fiscale et social (taux de l'IS différent d'un pays à l'autre)
- absence de passerelles pour favoriser l'Apprentissage
- absence de volonté de favoriser la création d'entreprise dans l'enseignement supérieur au niveau européen
- nécessaire revalorisation des budgets des états membres, création d'une entité européenne à même de diriger la politique économique globale de l'Union européenne
- Pas assez de soutien aux entrepreneurs

- **Pistes de proposition formulées**

- Travail de Valorisation des institutions :

Il apparaît nécessaire d'assurer une meilleure visibilité du schéma des compétences, des différents rôles des institutions européennes et de leurs prérogatives sur le plan économique, fiscal et social de façon à permettre aux chefs d'entreprise de bien comprendre ce qui relève des états membres et de des institutions européennes en termes d'actions et de prises de décisions. Pour réaliser ce travail de pédagogie, il serait opportun d'organiser des visites de sensibilisation des chefs d'entreprise français à Bruxelles de façon à leur permettre d'appréhender de façon concrète ce que fait l'Europe pour les entreprises. Au besoin, il serait opportun également de proposer des sessions de formations/sensibilisations de quelques heures aux chefs d'entreprise.

- Travail d'harmonisation et de convergence :

Dans bon nombre de domaines, Social et Fiscal principalement, il semblerait nécessaire, voire indispensable, de réaliser un travail d'harmonisation pour éviter une concurrence déloyale entre états de l'Union européenne (dumping social et fiscal). Par exemple, la durée légale du temps de travail (35 Heures) à l'ensemble des états de l'Union, et en favorisant la mise en place d'un service minimum, pour les travailleurs détachés constituent une concurrence sur des fondements inégaux en défaveur des entreprises françaises. Il faut donc favoriser la mise en place d'un salaire minimum notamment pour les travailleurs détachés. Plus globalement, l'Euro doit devenir une monnaie économique et non politique, qui permettrait une plus grande convergence des politiques économiques, des pouvoirs d'achat et de la fiscalité pour une plus grande harmonisation.

- Travail de réflexion sur le statut juridique des entreprises européennes :

Il serait nécessaire de créer un statut d'entreprise européenne unique de façon à harmoniser les règles applicables sur les plans économique, fiscal et social de façon à rationaliser la création et la gestion des entreprises. Au besoin, il serait opportun de créer un label européen pour garantir le respect par les entreprises des normes européennes.

- Travail sur l'Education et l'Enseignement :

A l'instar de ce qui existe avec ERAMUS, il serait nécessaire de développer des dispositifs analogues et obligatoires qui faciliteraient la mobilité des élèves, de tous âges (secondaire jusqu'à l'enseignement supérieur), afin d'accélérer et perfectionner l'apprentissage des langues étrangères. Pour les classes primaires, il faudrait systématiser l'enseignement de l'anglais pour les plus jeunes et aidant les enseignants à monter en compétence pour faciliter ces apprentissages.

De facto, en créant et en développant des dispositifs de mobilité des élèves et étudiants, cela permettrait de créer une identité européenne basée sur une meilleure connaissance culturelle, une plus grande mixité sociale et culturelle qui œuvrerait pour une meilleure appréhension de l'altérité. Il faudrait travailler cette identité européenne pour que nos jeunes talents soient prioritairement attirés par les pays de l'Union européenne avant même les USA ou la Chine. Par ailleurs, il faudrait créer des passerelles entre pays de l'Union pour faciliter l'Apprentissage (formation en alternance) dans différents pays. Pour l'Enseignement supérieur, il serait nécessaire de développer les partenariats entre l'Entreprise et l'Université pour favoriser la création d'entreprise en développant notamment des programmes d'incubation. L'Enseignement supérieur, toutes filières confondues, doit encourager l'esprit d'entreprendre en proposant des cursus comprenant des heures d'enseignements et de travaux dirigés dédiés.

- Travail de convergence et d'unité sur les questions économiques :

Concernant les questions économiques, il serait nécessaire que l'Union européenne parle d'une seule voix pour peser plus efficacement dans ses rapports de force avec l'OMC, les USA, la Chine... Ainsi, il serait nécessaire faire converger les intérêts de l'Union dans sa globalité et non plus des pays pris à titre individuel. A cette fin, il faudrait instituer un gouvernement économique européen centralisé doté de prérogatives claires pour prendre des décisions au nom de tous, pour tous. A titre d'exemple, sur le « dossier iranien », l'Europe ne peut se faire dicter sa conduite par la seule menace des sanctions américaines.

- Travail budgétaire :

Afin d'assurer d'offrir une plus « grande force de frappe » à l'Union européenne et au financement de ses politiques économiques et d'investissement, il serait nécessaire d'augmenter les contributions budgétaires des états membres pour se donner les moyens de rivaliser avec nos partenaires/concurrents que sont notamment la Chine et les USA. Il faudrait augmenter de façon drastique les budgets d'investissements européens sur la Recherche & Développement pour accompagner la transformation de nos sociétés et de notre économie, notamment sur la question cruciale du Numérique.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Un forum animé et riche, avec un grand nombre de prises de paroles. De tous ces échanges, fluides et argumentés, un sentiment très fort d'appartenance à l'Union européenne s'est fait jour. Les différents participants ont exprimé leur souhait d'une Europe plus encline à s'aligner sur le progrès social que la France revendique et défend ; d'une Europe plus engagée sur le plan économique en édifiant une politique économique globale, pas seulement monétaire ; d'une Europe plus à l'écoute de ses entreprises et de leurs difficultés notamment sur les questions de concurrence déloyale entre états membres de l'Union européenne. Par ailleurs, une table de documentation des Institutions européennes était disponible pour le public afin d'assurer une meilleure visibilité aux différentes institutions politiques européennes.